
Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel en faveur du Royaume du Lesotho

Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair

Numéro du projet: 2000003942

Cote du document: EB 2024/LOT/P.12

Date: 14 août 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 32.

Questions techniques

Sara Mbago-Bhunu

Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Edith Kirumba

Directrice de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: e.kirumba@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Raison d'être	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, résultats et activités	2
D. Coût, avantages et financement	3
III. Gestion des risques	7
A. Risques et mesures d'atténuation	7
B. Catégorie environnementale et sociale	7
C. Classement au regard des risques climatiques	7
D. Soutenabilité de la dette	7
IV. Exécution	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Cadre organisationnel	8
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	9
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	9
V. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VI. Recommandation	10

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Edith Kirumba
Responsable technique:	Anne Mottet
Responsable des finances:	John Zigi
Spécialiste climat et environnement:	Zira Mavunganidze
Juriste:	Sherine Sherif

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Lesotho, représenté par le Ministère des finances et de la planification du développement
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition
Coût total du projet:	72,644 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)*:	14,200 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,234 millions d'USD)
Conditions du prêt initial du FIDA:	Conditions mixtes: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, assorti d'une commission de service de 0,75% et d'un taux d'intérêt de 1,25% l'an en DTS (ajustement pour les prêts en monnaie unique)
Montant du deuxième prêt du FIDA au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)*:	4,680 millions d'EUR (équivalant approximativement à 5 millions d'USD)
Conditions du deuxième prêt du FIDA:	Ordinaires: 28 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, sous réserve d'une échéance moyenne de 19,25 années et d'un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du financement additionnel du FIDA:	11,802 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Conditions mixtes: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, assorti d'une commission de service de 0,75% et d'un taux d'intérêt de 1,25% l'an en DTS (ajustement pour les prêts en monnaie unique)
Cofinanceurs:	Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) et Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: 20 millions d'USD FEM: 5,2 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: prêt selon des conditions à confirmer FEM: don
Contribution de l'emprunteur:	8,061 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	7,381 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	4,130 millions d'USD

Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique): 2,771 millions d'USD

Institution coopérante: Supervision directe par le FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Projet d'appui à la compétitivité de la filière de la laine et du mohair (ci-après, le projet) a été conçu en 2022 et soumis au Conseil d'administration à sa cent trente-neuvième session¹. L'accord de financement a été signé par le gouvernement du Lesotho et le FIDA en janvier 2024. Le projet est entré en vigueur le 10 janvier 2024, sa date d'achèvement est prévue le 31 mars 2031 et sa date de clôture le 30 septembre 2031.
2. Le projet a été approuvé par le Conseil d'administration pour un coût total de 72,644 millions d'USD, étalés sur une période d'exécution de sept ans. Le coût total correspondait à: un prêt du FIDA au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) d'un montant de 15,2 millions d'USD, un prêt au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) d'un montant de 5 millions d'USD, un prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) d'un montant de 20 millions d'USD, un don du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'un montant de 5,2 millions d'USD, une contribution du gouvernement du Lesotho d'un montant de 8,061 millions d'USD et des contributions (en nature) des bénéficiaires à hauteur de 7,381 millions d'USD.
3. Le projet tel que conçu et approuvé prévoyait un déficit de financement d'environ 11,802 millions d'USD, à combler au cours des deux premières années d'exécution. La demande actuelle de financement additionnel, d'un montant de 11,802 millions d'USD, cadre avec les conditions initiales prévues dans l'accord de financement (du prêt mixte) et la date de clôture du projet. Sur le montant total initial imputable au FIDA, 4,13 millions d'USD relèvent du financement de l'action climatique suivant la méthodologie du Fonds lui-même. Le montant additionnel total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 2,771 millions d'USD.

B. Description du projet initial

4. L'objectif global du projet est d'améliorer les moyens d'existence au plan économique et d'accroître la résilience aux changements climatiques des producteurs de laine et de mohair. Conformément au Plan national de développement stratégique II du Lesotho, l'objectif de développement du projet consiste à promouvoir une croissance économique durable et inclusive et la création d'emplois dans le privé dans la filière de la laine et de mohair. Le projet cible 45 000 ménages, soit environ 225 000 personnes, sur une période de sept ans (2024-2031) et accordera une attention particulière à l'inclusion des groupes ruraux marginalisés, tels que les jeunes et les femmes, dans la filière.
5. Le projet comprend trois composantes: i) appui à la création de systèmes de filières; ii) gestion et coordination de filières climato-compatibles; iii) gestion du projet.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

6. Le Gouvernement recrute actuellement l'unité de coordination du projet (UCP) et a commencé à présélectionner des candidats pour occuper des postes de direction clés. Les recrutements devraient être achevés à la fin du mois de juillet 2024. Le FIDA et les pouvoirs publics organisent des réunions de suivi toutes les deux semaines pour s'informer mutuellement de l'état d'avancement des activités de démarrage. Le ministère d'exécution a constitué un comité technique intérimaire composé de directeurs techniques et d'unités de ressources humaines pour

¹ (EB 2023/139/R.3)

s'assurer que les étapes de démarrage sont respectées, à mesure que se poursuivent les recrutements de l'unité de coordination du projet (UCP).

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
- incluant un financement climatique;
 - axé sur les jeunes;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

8. Dans la mesure où la demande de financement additionnel était déjà prévue dans le projet initial sous forme de déficit de financement, aucun changement n'est apporté à la zone géographique d'intervention ou aux groupes cibles du projet.
9. **Zones d'intervention et approche programmatique.** Le projet, de portée nationale, met cependant l'accent sur les régions montagneuses où l'incidence de la pauvreté est élevée, l'accès au marché limité et où le cheptel d'ovins et de caprins est important. La composante 1 ne prévoit que des activités à dimension nationale dès le démarrage, sauf la promotion des industries artisanales. En revanche, la composante 2 prévoit pour certaines activités un ciblage géographique destiné à faciliter le démarrage et à bien centrer le projet autour de la réduction de la pauvreté. Ces activités concernent des prêts en nature, des groupes d'épargne, un système de certification de la production responsable et des initiatives communautaires incitatives pour la gestion des pâturages. Les districts de Mokhotlong, Maseru Rural, Quthing et Thaba Tseka ont été sélectionnés en raison de leur forte production de laine et de mohair et de leurs niveaux de pauvreté élevés (>60% à Mokhotlong et Thaba Tseka et 50-60% à Quthing). À mesure que le projet mûrit, les activités géographiquement ciblées seront progressivement transposées dans les autres districts.
10. **Ciblage du groupe cible principal.** Le projet cible 45 000 ménages travaillant ou souhaitant travailler dans le secteur de la laine et du mohair. Les groupes cibles sont principalement constitués de petits exploitants de laine et de mohair. Le point d'entrée opérationnel du projet se situe dans les salles de tonte, et concerne donc les membres des associations de producteurs de laine et de mohair, lesquels sont également considérés comme des bénéficiaires cibles. Petits et grands exploitants agricoles se partagent les salles de tonte et doivent donc être départagés selon des critères d'admissibilité pour éviter que les plus gros ne s'accaparent le projet et au contraire garantir l'équité d'accès et de distribution pour ce qui est des gains escomptés. Pour promouvoir la participation des agriculteurs les plus démunis, les activités suivantes seront entre autres mises en œuvre: i) un programme subventionné d'abattage et d'échange; ii) des groupes d'épargne communautaires; iii) des poêles subventionnés.

C. Composantes, résultats et activités

11. Conformément au rapport de conception du projet, ce financement additionnel comblera le déficit de financement du projet pour que les activités planifiées puissent être réalisées. Ces activités sont réparties sur les trois composantes suivantes:
- (a) **Composante 1: appui à la création de systèmes de filières.** Cette composante appuiera le développement et la mise à niveau des systèmes qui permettent à la filière de prospérer. Elle se décline en trois sous-composantes: 1.1. gouvernance de la filière et stratégie de secteur; 1.2. production responsable de laine et de mohair; 1.3. développement du marché et ajout de

valeur. Sous la houlette de l'UCP, cette première composante aidera les pouvoirs publics et les acteurs de la filière à améliorer la gouvernance, la réglementation et la conformité aux normes de certification internationales grâce à l'établissement de systèmes, directives et réglementations au niveau national. Dans le cadre des sous-composantes 1.2 et 1.3, le projet apportera aux producteurs ruraux davantage de ressources, gage d'un meilleur cheptel — programme d'abattage et d'échange à l'appui — et de secteurs critiques plus solides, l'alimentation animale, l'élevage sélectif et les services de santé animale devant par exemple bénéficier d'alliances productives et de partenariats.

- (b) **Composante 2: gestion et coordination de filières climato-compatibles.** Cette composante appuiera le fonctionnement et l'amélioration des systèmes de filières locaux pour les amener à l'autosuffisance. Elle se décline en deux sous-composantes: 2.1. accès à la finance productive et aux services et 2.2. filière responsable. Le déploiement de la stratégie de secteur implique la consolidation du consortium de fonds et de sociétés fiduciaires récemment créés. Organisme à but non lucratif qui regroupe les grands acteurs autour d'un conseil d'administration, ce consortium devrait piloter la coordination et le développement de la filière. Après renforcement des capacités et sous réserve d'un cahier des charges contractuel, certains actifs seront confiés au consortium qui sera chargé de leurs gestion et administration. Un fonds renouvelable sera également créé à l'appui des petits et moyens investissements des agriculteurs dans la filière, d'où un petit nombre de prêts en nature devant financer des investissements agricoles qui ne trouvent pas preneur sur les marchés.
- (c) **Composante 3: gestion du projet.** Cette composante appuiera une exécution efficace et efficiente du projet. Elle se décline en deux sous-composantes: 3.1. communication pour le changement comportemental et suivi de l'apprentissage et 3.2. coordination du projet. Les activités seront axées sur les fonctions de suivi-évaluation, de communication et de gestion des connaissances. L'UCP s'occupera des activités fiduciaires traditionnelles et consultera les parties prenantes tout au long de l'exécution du projet.

D. Coût, avantages et financement

12. **Coût du projet.** Les composantes 1 et 2 du projet relèvent partiellement de l'action climatique suivant les méthodes utilisées par les banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, qui couvre le financement initial et le financement additionnel au titre du déficit de financement, est estimé à 6,901 millions d'USD.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel*</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	15 200	11 802	27 002
FIDA (MARE)	5 000		5 000
Autres cofinanceurs	25 200		25 200
<i>Bénéficiaires</i>	7 381		7 381
Emprunteur	8 061		8 061
Déficit de financement	11 802		0
Total	72 644	11 802	72 644

* Voir les tableaux du document EB 2023/139/R.3/Rev1 pour une ventilation détaillée.

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt initial du FIDA		Prêt initial du FIDA/MARE		Prêt additionnel du FIDA		Fonds de l'OPEP		FEM		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Appui à la création de systèmes de filières																	
1.1 Gouvernance de la filière et stratégie de secteur	195	1,6	2 100	17,6	2 000	16,8	1 000	8,4	-	-	126	1,1	6 501	54,5	11 921	16,4	
1.2 Production responsable de laine et de mohair;	2 014	9,8	-	-	3 781	18,5	10 660	52,1	3 000	14,7	524	2,6	470	2,3	20 448	28,1	
1.3 Développement du marché et ajout de valeur	3 757	38,6	-	-	1 952	20,0	3 631	37,3	-	-	380	3,9	20	0,2	9 740	13,4	
Sous-total	5 966	14,2	2 100	5,0	7 733	18,4	15 290	36,3	3 000	7,1	1 030	2,4	6 991	16,6	42 109	58,0	
1. Gestion et coordination de filières climato-compatibles																	
2.1 Accès à la finance productive et aux services	5 514	29,3	2 900	15,3	3 938	20,8	1 593	8,4	-	-	4 924	26,0	60	0,3	18 929	26,1	
2.2 Filière responsable	1 310	22,1	-	-	-	-	984	16,6	2 200	37,1	1 427	24,1	13	0,2	5 933	8,2	
Sous-total	6 823	27,6	2 900	11,7	3 938	15,8	2 577	10,4	2 200	8,8	6 351	25,5	73	0,3	24 862	34,2	
2. Gestion du projet																	
3.1 Communication pour le changement comportemental et suivi de l'apprentissage	1 059	57,3	-	-	-	-	633	34,2	-	-	-	-	156	8,4	1 848	2,5	
3.2 Coordination du projet	1 352	35,3	-	-	131	3,4	1 500	39,2	-	-	-	-	841	22,0	3 824	5,3	
Sous-total	2 411	42,5	-	-	131	2,3	2 132	37,6	-	-	-	-	997	17,6	5 672	7,8	
Total	15 200	21,0	5 000	6,9	11 802	16,2	20 000	27,5	5 200	7,2	7 381	10,2	8 061	11,1	72 644	100,0	

Tableau 3

Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt additionnel du FIDA	
	Montant	%
I. Dépenses d'investissement		
A. Travaux de génie civil	1 506	17,6
B. Véhicules, matériel et équipements	3 400	16,2
C. Assistance technique	617	5,0
D. Formation et ateliers	15	0,4
E. Crédits et fonds de garantie	5 528	29,9
Total des dépenses d'investissement	11 066	17,2
II. Dépenses ordinaires		
A. Salaires, traitements et indemnités	736	9,6
B. Dépenses/Frais de fonctionnement	-	-
Total des dépenses ordinaires	736	8,8
Total	11 802	16,2

Tableau 4

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Total
1. Appui à la création de systèmes de filières								
1.1 Gouvernance de la filière et stratégie de secteur	188	6 560	2 047	47	3 035	22	22	11 921
1.2 Production responsable de laine et de mohair	4 185	7 221	3 439	3 222	972	783	625	20 448
1.3 Développement du marché et ajout de valeur	1 341	1 953	1 465	1 465	1 465	1 405	645	9 740
Sous-total	5 715	15 735	6 951	4 734	5 473	2 209	1 292	42 109
2. Gestion et coordination de filières climato-compatibles								
2.1 Accès à la finance productive et aux services	1 431	2 576	2 981	3 436	3 190	2 845	2 470	18 929
2.2 Filière responsable	911	1 282	1 171	854	838	638	238	5 933
Sous-total	2 341	3 858	4 152	4 290	4 029	3 484	2 709	24 862
3. Gestion du projet								
3.1 Communication pour le changement comportemental et suivi de l'apprentissage	371	177	178	373	164	200	385	1 848
3.2 Coordination du projet	556	670	468	486	506	525	613	3 824
Sous-total	927	847	646	859	669	726	997	5 672
Total	8 983	20 440	11 749	9 884	10 171	6 418	4 998	72 644

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

13. Les ressources du FIDA approuvées initialement proviennent des allocations au titre du SAFP et du MARE pour la Douzième reconstitution des ressources (FIDA12) pour le Lesotho. Les 11,802 millions d'USD additionnels du FIDA devant combler le déficit de financement proviennent d'une réaffectation additionnelle des fonds du SAFP pour FIDA12 en faveur du Lesotho, assortis de conditions de financement mixtes et s'ajoutant à l'allocation initiale. En outre, le Fonds de l'OPEP s'est engagé à accorder un prêt d'au moins 20 millions d'USD pour couvrir le reste du déficit de financement. Ces fonds devraient être approuvés par le conseil d'administration du Fonds de l'OPEP le 26 juin 2024. En cas de problème d'approbation des fonds, d'autres sources de financement seront sollicitées, y compris éventuellement l'allocation de fonds au titre de FIDA13 pour le Lesotho. Le projet, qui met fortement l'accent sur la biodiversité, la santé des sols et les pratiques régénératrices, est éligible aux ressources au titre de la huitième reconstitution des ressources du FEM (FEM-8) et un formulaire d'identification du projet a été préparé conjointement par le FIDA et le Gouvernement du Lesotho pour un montant 5,2 millions d'USD. Une mission de conception du projet est prévue du 17 au 28 juin 2024, et le descriptif du projet devrait être approuvé par le Conseil du FEM en octobre 2025. Le cofinancement du Gouvernement du Lesotho est approuvé par le comité d'investissement du secteur public et le conseil d'administration de la Lesotho National Development Corporation (Société nationale de développement du Lesotho). Un cofinancement du secteur privé y sera adossé par des contributions pendant l'exécution. Les bénéficiaires contribueront à certaines activités par des apports en nature et par la promotion d'alliances productives.

Décaissement

14. Les fonds alloués au projet transiteront par un compte désigné de la Banque centrale du Lesotho libellé en dollar des États-Unis, distinct du système du compte unique du Trésor, de manière à éviter de potentielles contraintes de liquidité.

Résumé des avantages et analyse économique

15. L'analyse économique et financière initiale du projet prévoyait déjà, lorsque celui-ci a été conçu, de combler le déficit de financement. Selon cette analyse, le taux de rentabilité économique est estimé à 13,5%, avec une valeur actuelle nette de 16,819 millions d'USD. Autrement dit, pour un coût d'opportunité du capital de 10%, le projet générera un taux de rentabilité économique satisfaisant et se justifie donc largement d'un point de vue économique. L'analyse de sensibilité, basée sur des augmentations de 10%, 20% et 50% des coûts du projet, indique des taux de rendement de 12,4%, 11,5% et 9,2%, respectivement. Dans l'ensemble, le taux de rentabilité économique est satisfaisant. Ces taux et cette stabilité peuvent s'expliquer par une productivité plus élevée des activités ciblées, grâce à l'adoption de systèmes productifs efficaces et résilients, notamment des techniques traditionnelles et des matériaux biologiques végétaux et animaux efficaces. Grâce à ces différentes mesures, les agriculteurs devraient obtenir un prix plus élevé pour leur laine et mohair.

Stratégie de retrait et pérennisation

16. La pérennisation du projet et sa stratégie de retrait font partie intégrante de la conception du projet et ne changent pas avec ce financement additionnel. Le consortium devrait continuer d'utiliser les actifs physiques et financiers qui lui sont confiés pour améliorer progressivement les fonctions de coordination de la filière et la prestation de services équitables aux agriculteurs et aux autres acteurs de la filière. Le consortium sera chargé de la gouvernance et de l'exécution des activités clés de la filière et fera fonction d'organe sectoriel pour l'ensemble de celle-ci.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

17. Les risques et les mesures d'atténuation, déjà prévus dès la conception initiale au regard du déficit de financement envisagé, ne changent donc pas. Le risque global inhérent au projet est considéré comme substantiel. Après application des mesures d'atténuation, le risque résiduel est jugé modéré. Les risques ont été notés les plus élevés dans les sous-catégories suivantes: i) contexte national; ii) contexte environnemental et climatique; iii) passation des marchés. Après prise en compte des mesures d'atténuation des sous-catégories de risques retenues, le risque résiduel est globalement modéré.

Tableau 5

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Élevé
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Faible
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

18. Comme prévu au stade de la conception, le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale modérée. Le projet privilégie la productivité, or; ce qui est bon pour la filière de la laine et du mohair et certaines activités relatives peut en revanche être délétère pour l'environnement et accroître la pression sur les ressources naturelles. Toutefois, les effets environnementaux et sociaux potentiellement négatifs sont limités, circonscrits dans l'espace, prévisibles et globalement réversibles et maîtrisables par des mesures d'atténuation appropriées.

C. Classement au regard des risques climatiques

19. Comme prévu au stade de la conception, le risque climatique est jugé substantiel. On peut craindre de vastes répercussions liées aux changements climatiques. Les principaux risques liés aux changements climatiques auxquels sont exposés les petits exploitants des zones ciblées par le projet comprennent l'augmentation des températures et la variabilité des précipitations, avec des pluies plus intenses dans certaines zones, des saisons des pluies plus courtes et des sécheresses potentielles dans certains endroits. Cependant, les activités de gestion des risques devraient accroître la résilience et la capacité d'adaptation des ménages, des infrastructures, des communautés et des écosystèmes.

D. Soutenabilité de la dette

20. Selon la dernière analyse de soutenabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, publiée en juillet 2023, le risque de surendettement tant externe que global est modéré, sachant que le pays n'a qu'une marge limitée pour absorber les chocs. Le ratio de la dette publique brute par rapport au produit intérieur brut s'élevait à 59,8% du PIB au cours de l'exercice 2022/2023, ce qui s'explique à 74% par la dette extérieure. Les risques croissants d'endettement liés à des passifs éventuels non traités, à la dépréciation du taux de change et à la persistance d'arriérés intérieurs exacerbent les risques de soutenabilité de la dette. Les indicateurs de la dette restent inférieurs aux seuils de référence, mais les tests

de résistance révèlent une vulnérabilité aux passifs éventuels, aux transferts courants rapportés au PIB, au taux de change et aux chocs liés aux exportations, qui dépassent les seuils correspondants à court terme. Il est nécessaire d'accroître l'efficacité des investissements dans les infrastructures publiques essentielles pour augmenter la productivité et améliorer les perspectives de croissance. Enfin, le traitement des risques liés aux passifs éventuels, le renforcement de la gestion des finances publiques et l'introduction de règles budgétaires solides et applicables seront essentiels pour maintenir la soutenabilité de la dette.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

21. Les objectifs du projet sont les mêmes que ceux du financement initial approuvé, et les activités soutenues par les fonds additionnels sont conformes à la conception, aux méthodes de mise en œuvre et aux composantes initiales. Toutes les politiques pertinentes du FIDA, y compris les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), les politiques de ciblage et les indicateurs de performance, ont été respectées lors de la conception du projet. Le financement additionnel sera dès lors aligné en conséquence. L'équipe de la Division de la politique opérationnelle et des résultats a donné son aval à cet égard.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

22. Aucun changement à ce plan n'a été apporté par rapport à la conception initiale. Un comité de pilotage du projet sera mis en place pour fixer les orientations générales du projet et contrôler son exécution. Le comité de pilotage et le projet dans son ensemble seront également appuyés par un comité technique consultatif composé de directeurs et de points focaux des principales agences parties prenantes, y compris les départements ministériels. L'UCP assurera la coordination du projet et sa gestion au quotidien. Elle sera rattachée au Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et ses effectifs, composés d'administrateurs recrutés par voie de concours et, le cas échéant, de représentants des pouvoirs publics, seront adéquatement pourvus. L'UCP coordonnera et appuiera étroitement la composante 1 et le consortium exécutera avant tout la composante 2. Ce modèle pluraliste de mise en œuvre des activités du projet répond aux principes consacrés régissant l'exécution des projets de développement de filières.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

23. **Gestion financière.** Conformément à ce qui avait été prévu au stade de la conception, l'UCP et le consortium disposeront de structures appropriées pourvues d'un personnel expérimenté pour gérer les finances du projet. Ils prépareront les plans de travail et budgets annuels (PTBA) et percevront les avances du FIDA, en fonction du PTBA et des plans de trésorerie pour la période suivante. L'UCP fera l'objet d'un audit du Bureau du Contrôleur général, alors que, conformément à la réglementation nationale applicable, l'audit du consortium et de l'entreprise sociale liée à l'Initiative pour une mode éthique sera confié à un cabinet privé supervisé par le Bureau du Contrôleur général.
24. **Passation des marchés.** Conformément à ce qui avait été prévu au stade de la conception, les capacités institutionnelles en matière de passation des marchés sont, dans l'ensemble, considérées comme présentant un risque moyen. L'évaluation spécifique du projet, fondée sur les activités prévues du programme, fait apparaître la nécessité d'apporter des améliorations dans les domaines suivants: i) cadre réglementaire de la passation des marchés; ii) documents d'appel d'offres types; iii) suivi de la passation des marchés; iv) accès aux informations relatives à la passation des marchés. Par ailleurs, le FIDA fournira une assistance technique à distance et sur le terrain pour renforcer les capacités en matière de passation des marchés.

25. **Gouvernance.** Le projet est hébergé par le Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, son Département de la commercialisation et celui des services d'élevage. La Société nationale de développement du Lesotho est un acteur stratégique majeur, en particulier en ce qui concerne le contrôle et le renforcement des capacités du consortium et la mise en œuvre de la composante 2. Les associations nationales d'agriculteurs joueront un rôle clé, aussi bien dans la mise en œuvre du programme d'abattage et d'échange qu'en qualité de membres du conseil d'administration du consortium. Pour ce qui est de la gouvernance interne, le projet sera supervisé par un comité de pilotage pour fixer les orientations générales du projet et contrôler son exécution. La composante 1 est pilotée par l'UCP, la composante 2 par le secteur privé et la mise en œuvre relève du consortium. De plus, un partenariat sera établi avec des acteurs essentiels du secteur privé, comme l'Initiative pour une mode éthique, afin de développer une industrie artisanale, ou l'Échange de textile, afin de promouvoir la certification d'une production responsable. Un partenariat stratégique avec Global Standard vise à soutenir la numérisation et à réduire les coûts de certification.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

26. **Suivi-évaluation.** Les dispositions en matière de suivi et d'établissement de rapports restent inchangées. La planification et la budgétisation seront intégrées dans les processus gouvernementaux et basées sur les plans de travail et budgets annuels par remontée d'informations. Le cadre logique du projet guidera l'élaboration du PTBA et du système d'établissement de rapports et de suivi. Le système de suivi-évaluation produira des informations fiables et opportunes qui appuieront la prise de décision et la gestion adaptative. Les données sur les résultats et l'impact seront collectées au moyen d'enquêtes de référence, d'examens à mi-parcours et à l'achèvement, conformément aux directives du FIDA pour la mesure des indicateurs de base relatifs aux effets directs. Les données sur la résilience seront collectées au démarrage et à la fin du projet grâce aux fiches d'évaluation de la résilience du FIDA. De plus, des études qualitatives seront menées dans le cadre du projet et des supports de connaissances sur les zones d'impact seront élaborés.
27. **Innovations et reproduction à plus grande échelle.** Une fois le déficit de financement comblé, les principales innovations du projet sont les suivantes: appui au consortium et renforcement institutionnel de ce mécanisme faitier à vocation pérenne, qui devra élargir et approfondir toute stratégie ayant fait ses preuves une fois les sept ans du projet écoulés; promotion d'une production responsable, dûment certifiée, faiblement émettrice de carbone et propice à la biodiversité; numérisation de la filière; mise à niveau du programme national d'élevage; création du système d'intervention et de surveillance pour les maladies; et partenariats avec les acteurs privés.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

28. Sous réserve de l'approbation du financement additionnel, un avenant à l'accord de financement en vigueur devra refléter le financement additionnel de 11,802 millions d'USD.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

29. L'octroi à l'emprunteur/bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre le Royaume du Lesotho et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
30. Le Royaume du Lesotho est habilité, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.

31. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

32. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions mixtes d'un montant de onze millions huit cent deux mille dollars des États-Unis (11 802 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Indicator Name	Baseline	Mid-term*	End target	Source	Freq.	Resp.	
Outreach	CI 1 Persons receiving services promoted or supported by the project²							
	# total people	0	22,500	45,000	MIS	Monthly	PMU	Project implementation takes place as planned
	CI 1a. Corresponding number of households reached							
	# households	0	22,500	45,000	MIS	Monthly	PMU	
	CI 1b. Estimated corresponding total HH members							
	# people	0	112,500	225,000	MIS	Monthly	PMU	
Goal	Households reporting increased resilience							
Improved livelihood resilience for smallholder wool and mohair farmers in targeted areas	% of households reporting increased climate resilience	0	40%	70%	Survey using resilience scorecard	Baseline and completion	PMU/outsourced	Improved macro-economic conditions, no external shocks, stable prices
	% of households reporting increased economic resilience	0	40%	70%				
Development Objective	Households reporting an increase in incomes from wool and mohair							
Inclusive and sustainable economic growth and private-led job creation from wool and mohair	# households	0	13,500	30,000	Survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Improved macro-economic conditions, no external shocks, stable prices
	% of households	0	30%	67%				
	Number of households with increased assets							
	% of households	0	20%	45%	Survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Participation in saving groups and subsidized access to cooking stoves promotes asset building
	SF 2.1 Households satisfied with project-supported services							
	# of households	0	18,000	36,000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Project implementation takes place as planned and project services in line with needs and preferences of target group
	% of households	0	40%	80%				
	# of household members	0	90,000	180,000				
	SF 2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers							
	# of households	0	18,000	36,000	COI surveys	Baseline, midline, end-line	PMU/outsourced	Local authorities support the move towards a more transparent and inclusive management of the wool and mohair value chain
	% of households	0	40%	80%				
	# of household members	0	90,000	180,000				
	IE. 2.1 (Number) Percentage of individuals demonstrating an improvement in empowerment³							
	# total persons	0	11,250	22,500	COI surveys	Baseline, midline, endline	PMU/outsourced	Associations of wool and mohair farmers are willing to accept new members and to give more voice to women and youth
	% total persons	0	25%	50%				
Outcome 1.1	CI 2.2.4: Number (Percentage) of supported rural producers' organization members reporting new or improved services provided by their organization⁴							
Inclusiveness and transparency of value chain governance have improved	# of members	0	15,000	30,000	COI surveys	Midline, end-line	PMU/Outsourced	The Trust Company model functions well in the Lesotho context
Outcome 1.2	Policy 3: Number of existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment							
Sustainable sector strategy adopted	# of documents	0	1	2	Project records	Annually	PMU	Policy makers willing to adopt reforms in the wool and mohair sector
Outcome 1.3	CI 2.2.1 New jobs created⁵							
New employment opportunities are promoted in wool and mohair input supply (veterinary services) and value addition (cottage industry)	# of people	0	200	400	EFI records on new jobs in cottage industry	Yearly	PMU	International markets offer opportunities for Lesotho cottage production.
Output 1.1	Number of assets sustainably entrusted to Trust Company							
Trust Company established and operational	# of assets	0	20	60	MIS	Once	PMU	Trust company successfully set up by WAMPP project
Output 1.2	Number of users of studbook/surveillance app							
	# of users of studbook	0	60	120	MOAFS records	Annual	PMU	

² Indicator is disaggregated by gender, age and people with disabilities.

³ Indicator is disaggregated by gender and age.

⁴ Indicator is disaggregated by gender and age.

⁵ Indicator is disaggregated by gender, age, and people with disabilities.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Indicator Name	Baseline	Mid-term*	End target	Source	Freq.	Resp.	
National systems (breeding, disease surveillance, testing, certification) enhanced to support the improvement of Lesotho clip quality	# of users of surveillance app	0	12,500	25,000				Ministry of Agriculture takes the lead in designing and operating the system
Output 1.3 Farmers provided with access to culling & exchange and to subsidized efficient cooking stoves	CI 3.1.3 Persons accessing technologies that sequester carbon or reduce greenhouse gas emissions⁶							
	# of total persons accessing technologies	0	8,500	16,600	Reports from association implementing the Culling & Exchange and from African Clean Energy (ACE) for the cooking stoves	Annual	PMU	Continued strong demand for improved animals and efficient cooking stoves
Output 1.4 Productive alliances have been installed	CI 1.1.3: Rural producers accessing production inputs and/or technological packages⁷							
	Total rural producers	0	15,000	30,000	Trust Fund Records	Annual	PMU	National providers of wool and mohair inputs and services are willing to collaborate with the project
	CI 2.1.3: Rural producers' organizations supported⁸							
	Total rural producers	0	60	120	Trust Fund Records	Annual	PMU	National providers of wool and mohair inputs and services are willing to collaborate with the project
Output 1.5 Cottage industries supported with equipment and marketing services	People in cottage industries supported with equipment and marketing services⁹							
	# of total persons	0	200	400	Ethical Fashion Initiative (EFI) records	Annual	PMU	Women, youth, and PwD continue showing interest for employment in cottage industries
Outcome 2.1 Smallholder production of wool and mohair has sustainably increased in quality and quantity	CI 1.2.4 Households reporting an increase in production							
	# of households	0	13,500	27,000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/ outsourced	No external shocks, stable prices
	% of households	0	30%	60%				
	Total number of household members	0	67,500	135,000				
Outcome 2.2 Wool and mohair farmers have adopted environmentally sustainable rangeland-management practices	CI 3.2.2: Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices							
	# household	0	19,000	38,000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/ outsourced	Certification induces farmers to adopt environmentally sustainable practices
	% of households	0	42%	84%				
	# of household members	0	95,000	190,000				
	CI 3.2.1: Number of tons of greenhouse gas emissions (CO2e) avoided and/or sequestered¹⁰ (Nota bene: to be filled when carbon analysis is finalised)							
	Hectares of land - Area (ha)	0	?	?	GLEAM -I and EX -ACT. Tools by FAO			
Output 2.1 In-kind loans disbursed to farmers and saving groups established	CI 1.1.5: Persons in rural areas accessing financial services¹¹							
	# total persons accessing loans	0	15,000	30,000	Trust Fund records (for loans), and reports from Implementing partners (for savings)	Monthly	PMU	Continued demand for in-kind loans and continued interest in participation in savings groups
	# of total persons accessing savings	0	5,000	10,000				
	# of persons accessing financial services	0	20,000	40,000				
	CI 1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services¹²							
	# total persons	0	5,000	10,000	Trust Fund records (for loans), and reports from Implementing partners (for savings)	Monthly	PMU	Continued demand for in-kind loans and continued interest in participation in savings groups
Output 2.2 Digital platform established and operational	Number of value chain actors registered on the platform uploading data on the shared digital platform							
	% of farmers	0	50%	80%	Digital Platform	Monthly	PMU	Value chain actors consider the digital platform useful
	% of traders	0	50%	80%				
	% of input suppliers	0	50%	80%				
Output 2.3 Certification system established and operational	Percentage of Lesotho clip produced by beneficiaries meeting responsible standards							
	% of clip	0	20%	60%	BKB records	Annually	PMU	Market prices continue providing incentives for responsible production

⁶ Indicator is disaggregated by gender, age, and people with disabilities.

⁷ Indicator is disaggregated by gender and age.

⁸ Indicator is disaggregated by gender and age.

⁹ Indicator is disaggregated by gender, age, and people with disabilities.

¹⁰ Indicator is further disaggregated by, tCO2e/ha, tCO2e/ 20 years, CO2e/ha/year.

¹¹ Indicator is disaggregated by gender and age.

¹² Indicator is disaggregated by gender and age.

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash flow models

Table 1: Cash Flow (US\$ 000)

Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20			
1. COSTS																							
2. COSTAB COSTS																							
economic costs	7 568	12 693	9 010	9 099	6 380	5 602	4 109	-															
Total costs	7 568	12 693	9 010	9 099	6 380	5 602	4 109	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. NET ECONOMIC BENEFITS																						total	%
Benefits related to livestock	0	60	-445	-849	-780	-376	483	1 909	6 250	18 017	21 157	23 095	16 904	17 825	19 034	20 511	21 057	21 604	531	21	21	228	95%
Benefits related to cottage industry - EFI initiative	0	0	-303	-50	463	648	806	894	1 127	1 127	1 127	1 127	-303	-34	463	648	806	894	1 127	1 127	22	22	239
Total Benefits	0	60	-748	-899	-317	272	1 289	2 803	7 377	19 144	22 284	24 222	16 601	17 791	19 497	21 159	21 863	22 498	658	22	22	832	100%
3. ECONOMIC CASH FLOW	-7 568	-12 632	-9 758	-9 999	-6 698	-5 331	-2 820	2 803	7 377	19 144	22 284	24 222	16 601	17 791	19 497	21 159	21 863	22 498	658	22	22		

ERR

14.60%

NPV

21 404

Table B

Project costs – Components Project Cost Summary

	(M '000)			(USD '000)			%	%
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. Support to building Value Chain systems (PCU led)								
1. Value Chain governance and sector strategy	190,173	563	190,736	11,886	35	11,921	-	17
2. Responsible wool & mohair production	235,772	87,820	323,592	14,736	5,489	20,225	27	28
3. Business development and value addition	131,101	24,670	155,771	8,194	1,542	9,736	16	14
Subtotal	557,046	113,053	670,099	34,815	7,066	41,881	17	59
B. Climate smart value chain operation and coordination (TC led)								
1. Access to productive finance	259,677	40,960	300,637	16,230	2,560	18,790	14	26
2. Responsible value chain production systems	64,264	30,667	94,931	4,017	1,917	5,933	32	8
Subtotal	323,941	71,627	395,568	20,246	4,477	24,723	18	35
C. Project coordination unit								
1. Communication for behavior change and monitoring for learning	18,787	8,579	27,366	1,174	536	1,710	31	2
2. Project coordination	46,630	5,298	51,928	2,914	331	3,246	10	5
Subtotal	65,417	13,878	79,294	4,089	867	4,956	18	7
	946,404	198,557	1,144,961	59,150	12,410	71,560	17	100
Physical Contingencies	2,622	1,195	3,817	164	75	239	31	-
Price Contingencies	12,718	803	13,521	795	50	845	6	1
	961,743	200,556	1,162,299	60,109	12,535	72,644	17	102

Table C

Main assumptions and shadow prices

Crops	0.64507489	0.999
Live animals, own consumption meat, hides etc	0.079331258	0.998
Other Agriculture	0.18362137	0.998
Stone, quarrying products	0.283082017	0.999
Diamonds; precious and semi-precious stones	0.046670278	0.996
Food Products	0.444514351	0.998
Textiles and Clothing	0.24908067	0.998
Footwear, leather	0.477591319	0.999
Other Manufactures	0.551782794	0.999
Electricity supply	0.085563573	0.991
Water supply inc sewerage	0.253835281	0.997
Transfer tunnel	0	1.324
Civil Works	0.13051847	0.996
Buildings	0.145092505	0.997
Repairs motor vehicles, and hlsd appliances	0.148296291	0.992
Trade formal	0.130363595	0.992
Trade fuel	0.129888119	0.995
Trade informal	0.026296517	0.981
Hotels and Restaurants	0.156699727	0.995
Road transport of passengers	0.159340399	0.976
Road transport of goods	0.16189396	0.995
Suppl. transp. services, airports, travel agencies	0.180084557	0.931
Telecoms	0.106868475	0.994
Banking services	0.150721344	0.882
Central Bank of Lesotho	0.214817791	0.992
Insurance & other financial services	0.245146027	0.959
Rentals	0.044909841	0.994
Imputed residential rentals, owner occupiers	0	0.998
Other business Services	0.143275195	0.997
Public administration services	0.334452468	0.994
Education services	0.724035035	0.998
Health and social services	0.709241181	0.998
Personal and other services	0.554399326	0.997
Services of domestic helpers etc.	0.909054863	0.999
Coal	0.821679934	0.999
Tobacco products	0.847887853	0.999
Machinery and equipment n.e.c.	0.904831551	0.999
Motor vehicles, trailers and semi-trailers	0.972505582	1.000
Air transport international	1	1.000
Workers expenditures in SA	1	1.000
Students expenditures abroad	1	1.000
Embassies expenditure abroad	1	1.000
Trade Margins - Domestic	0	0.992
Freight Margins - Domestic	0	0.995

Trade Margins - Export	0	0.992
Freight Margins - Export	0	0.995
Trade Margins - Import	0	0.992
Freight Margins - Import	0	0.995
Non-Fin Private Operating Surplus - Domestic Corporate	0	1.000
Non-Fin Private Operating Surplus - Foreign	0	1.000
Non-Fin Public Operating Surplus	0	0.984
Financial Operating Surplus - Domestic	0	0.766
Financial Operating Surplus - Foreign	0	0.763
Mixed Income Unincorporate	0	0.997
Mixed Income Informal Sector	0	0.997
Non-Marketed Surplus	0	0.998
Government (Cons. of Fixed Capital)	0	0.948
Rural Households - Wages	0.031380766	0.998
Rural Households - Farming	0.011489553	0.998
Rural Households - Other Income	0.012676749	0.998
Urban Households - Wage Income Skilled Private Sector	0.145714806	0.998
Urban Households - Wage Income Unskilled Private Sector	0.03625697	0.998
Urban Households - Wage Income Skilled Public Sector	0.217702179	0.998
Urban Households - Wage Income Unskilled Public Sector	0.127717772	0.998
Urban Households - Business	0.006309384	0.997
Urban Households - Informal Sector	0.024935531	0.995
Urban Households - Other Incomes Sources	0.022649468	0.998
Private Enterprise	0.791557939	1.000
Public Enterprise	0.326409146	1.000
Commercial Banks	0.460737524	0.763
Central Bank of Lesotho	0.011896721	0.823
Government	0.045045162	0.948
Government - extra budgetary Units	0	0.907
Local Government	0	0.174
Private Non-Profit Organizations and NGOs	0	0.996
Tourism	0	0.995
Households	0.790817433	0.999
Private Enterprise	0.276848798	0.999
Public Enterprise	0.820110655	1.000
Commercial Banks	0.560048187	0.560
Central Bank of Lesotho	0.821056827	0.821
Government	0.342587958	0.919
Government - Extra Budgetary Units	0	1.947
Local Government	0	0.000
Private Non-Profit Organizations and NGOs	0	1.000

Table D

Beneficiary adoption rates and phasing

Beneficiaries and Investment Phasing										
	Unit	PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8	Total
Farmers										
HH Wool 40 Mohair 20	no.		2,240	3,600	4,800	5,600	4,560			20,800
HH Wool 100 Mohair 40	no.		1,840	2,240	2,400	2,720	2,000			11,200
HH Wool 100 Mohair 100	no.		1,200	1,600	1,760	2,000	1,440			8,000
	Sub-total									40,000
Breeding Centre Rehabilitation	no.	-	1	1		-	-	-	-	2
Shearing Shed Construction	no.	-	4	6	6	6	-	-	-	22
Shearing Shed Renovation	no.	-	6	8	10	10	12	-	-	46
Early Warning System Upgrade	no.	-	-	-	-	1	-	-	-	1

Table E

Economic cash flow

Year	Total Incremental Benefits ('000 Maloti)	Incremental Costs ('000 Maloti)	Cash Flow ('000) maloti
1	0	21,554	(21,554)
2	(10,628)	33,078	(43,705)
3	(26,300)	32,573	(58,872)
4	(39,209)	36,823	(76,032)
5	(46,370)	32,840	(79,210)
6	(44,946)	22,472	(67,418)
7	(20,295)	13,180	(33,475)
8	18,538	15,035	3,503
9	61,370	15,035	46,335
10	181,929	15,035	166,894
11	143,960	15,035	128,925
12	182,145	15,035	167,110
13	213,136	15,035	198,101
14	244,373	15,035	229,338
15	273,644	15,035	258,609
16	304,931	15,035	289,896
17	335,139	15,035	320,104
18	367,380	15,035	352,345
19	400,469	15,035	385,434
20	508,913	15,035	493,878
NPV@ 10 % ('000 LSL)		433,679	
NPV@ 10 % ('000 USD)		41,303	
IRR		21%	

Table F

Sensitivity analysis

ERR and SENSITIVITY ANALYSIS

	Base cost	Costs increase			Benefits increase		Benefits decrease			Benefits delay	
		+10%	+20%	+50%	10%	+20%	-10%	-20%	- 30%	1 year	2 years
ERR	14.6%	13.6%	12.6%	10.3%	15.7%	16.6%	13.5%	12.2%	11.8%	12.8%	11.1%
NPV (USD 000)	21,404	17,445	13,487	1,611	27,503	33,602	15,305	9,206	7,376	12,848	5,020